

## "Un défi anti-européen de l'Allemagne" dans Le Figaro (17 juin 1971)

**Légende:** Le 17 juin 1971, le quotidien français Le Figaro critique sévèrement la politique monétaire de la République fédérale d'Allemagne (RFA) et fustige du même coup l'attitude de Karl Schiller, ministre allemand de l'Économie et des Finances.

**Source:** Le Figaro. 17.06.1971, n° 8 321; 145e année. Paris: Le Figaro.

**Copyright:** (c) Le Figaro

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"un\\_defi\\_anti\\_europeen\\_de\\_l\\_allemande"\\_dans\\_le\\_figaro\\_17\\_juin\\_1971-fr-af0b49d5-ab18-404f-bb3b-f5468f485fab.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 05/11/2012

## Un défi anti-européen de l'Allemagne

Ainsi il apparaît, après la conférence des ministres des Finances des Six à Luxembourg, que le deutschemark continuera à flotter et que l'Europe restera en ballottage dans tous les sens du terme, y compris dans son acception parlementaire : il n'y aura pas avant longtemps de décision commune, mais seulement reconduction des affaires courantes.

En se décernant un certificat de pleine réussite pour avoir arrêté l'afflux vers son pays des capitaux vagabonds, le ministre de l'Economie et des Finances, M. Schiller, a proclamé que l'Allemagne allait sortir de la ronde infernale de l'inflation où restent enfermées les autres nations.

Serait-il abusif de dire que M. Schiller, faisant appel à un certain sens de la vertu allemande, a lancé à la fois un défi anti-américain et anti-européen ? Ce serait un jugement un peu sommaire, car le jeu de M. Schiller pourrait n'être pas dépourvu de « colossale finesse ».

En Allemagne, la flottation du mark est présentée - fût-ce par les plus chauds supporters de l'Amérique - « comme une libération de la dictature du dollar », pour reprendre une expression du Dr Emminger, responsable en second de l'institut d'émission. C'est là une optique qui pourrait, a-t-on sans doute estimé à Bonn, plaire tout à la fois à la France et aux nations à gestion financière stricte qu'inquiète la permanence du déficit de la balance américaine.

Aux électeurs allemands, en revanche, la prise de position du Pr Schiller est présentée comme l'expression du souci de donner la priorité à leurs intérêts par rapport à ceux de tous autres étrangers.

Voilà pour le premier temps. Mais pourquoi avoir fait savoir à Luxembourg que le mark allait flotter longtemps encore, et sans doute jusqu'à l'ouverture de la conférence du Fonds monétaire international en septembre ? L'Allemagne n'estime-t-elle pas que ces atermoiements donneront plus d'efficacité à une tentative d'opter alors pour une plus grande flexibilité dans les taux de change ? Dans une telle hypothèse, M. Schiller aurait commencé par donner une leçon à Washington en lui faisant comprendre que toute réévaluation éventuelle du mark correspondrait à un souci de bonne gestion intérieure et non au désir de renforcer le dollar. Puis, à l'automne, Bonn montrerait aux Etats-Unis que cette flexibilité par rapport à la devise américaine aiderait Washington à persister dans sa politique de « négligence bienveillante » envers le déficit des échanges extérieurs.

Du même coup, celle-ci inciterait les Européens, pour sauver la cohésion de la C.E.E., à s'aligner sur le mark en décidant un resserrement des parités entre les devises des Six et le même élargissement par rapport au dollar.

Dans un tel cas, non seulement Washington serait satisfait, mais il serait créé simultanément une zone européenne du mark, premier pas peut-être vers un système d'étalon dollar-mark.

Ce calcul n'a-t-il pas le défaut majeur d'être condamné à l'échec, ne serait-ce que par la réticence des nations qui préfèrent l'inflation à la récession, à se lier à l'Allemagne, qui préfère la récession à l'inflation ?

Alain Vernay.